

## Large front à gauche en faveur de l'initiative piétonne des Verts

**Votation** Les Genevois seront appelés aux urnes le 28 septembre pour déterminer l'avenir des infrastructures piétonnes dans le canton. La population se prononcera sur l'«initiative piétonne» proposée par les Verts, ainsi que sur son contre-projet, soutenu par le Conseil d'État et la majorité du Grand Conseil.

Selon les partisans de l'initiative, il est nécessaire d'accepter le texte de base, le seul à même d'offrir aux piétons les aménagements qu'ils méritent face à un contre-projet «alibi».

«Aujourd'hui, la marche représente entre 40 et 50% des déplacements dans le canton, expose Cédric Jeanneret, député Vert. Et pourtant, elle doit se partager un tiers de la voirie avec les vélos, les bus et les parcs. Les transports individuels motorisés, eux, occupent les deux tiers restants.»

### Contre-projet «vide de sens»

Pour corriger cette injustice, l'initiative prévoit d'inscrire la séparation des flux piétons et cyclistes dans la loi sur la mobilité douce. Elle propose aussi d'investir 40 millions de francs par année dans le développement des infrastructures piétonnes. Pourquoi cette somme? «C'est à peu près les économies que réalise la société grâce à la marche, tant en matière de santé que d'aménagements», sourit Cédric Jeanneret.

Quant au contre-projet qui leur est opposé, les initiants le qualifient de texte «vide de sens». Ce dernier stipule que les cheminements piétons devront te-

nir compte des besoins des personnes à mobilité réduite et disposer d'une signalétique claire.

Sauf que les premiers concernés semblent insatisfaits de cette proposition. «Nous refusons d'être le faire-valoir des partisans du contre-projet, prévient Olivier Dufour, vice-président de la FÉGAPH, faîtière des associations de personnes à mobilité réduite. Leur texte va déjà moins loin que la Constitution suisse et les normes de l'ONU. Le seul moyen de sécuriser les itinéraires est de faire des investissements réels en faveur des piétons.»

### «Pas antivoitures»

L'initiative prévoit aussi des aménagements dans les zones rurales. Est-ce vraiment pertinent? «C'est précisément dans ces endroits que, selon nos études, près de 39% des parents ont peur de laisser leurs enfants marcher jusqu'à l'école et donc les emmènent en voiture. Il faut briser ce cercle vicieux», plaide Didier Bonny, membre de l'ATE Genève.

Et le comité l'assure, cette initiative n'est pas antivoitures. «Nous ne cherchons pas à opposer les modes de transport, mais bien à améliorer la circulation pour tout le monde, précise Marcos Weil, représentant de Mobilité piétonne Genève. Tous les déplacements commencent et finissent par de la marche. Et si plus de monde lâche la voiture, cela fera plus de place pour ceux qui ne peuvent pas s'en passer.»

**Emilien Ghidoni**